

La dimension politique du marronnage en Guadeloupe : l'exemple du camp des Kellers

Josette FALLOPE

En Guadeloupe, dès les débuts de la colonisation, les esclaves ont mis en place toute une série de réponses, face aux violences et déstabilisations engendrées par le système colonial. Le travail de l'esclave sur l'habitation est obtenu par des méthodes coercitives, légitimées par un cadre juridique et social : code noir et bipolarité maître-esclave.

Bien avant, la violence était à l'œuvre en Afrique, pour approvisionner les négriers en captifs et sur les navires, lors de la traversée de l'Atlantique. Et là déjà, cette violence générait des formes de refus.

Le concept de résistance inclut des dimensions variées et nombreuses. Ce sont toutes les stratégies indispensables pour échapper à la destruction : celles pouvant apporter un mieux-être psychologique et/ou matériel, et plus loin, celles débouchant sur la liberté. Le marronnage est bien l'une des réponses de l'esclave à sa misère morale ou physique. Elle existe dès les débuts de l'esclavage.

En 1653, un observateur de la société antillaise, César de Rochefort, écrivait à propos des esclaves : « Si aussi on use de rigueur excessive à leur endroit, ils prennent la fuite et se sauvent dans la montagne, où ils mènent, comme de pauvres bêtes, une vie malheureuse et sauvage ». C'est bien cette vision qui est à l'origine du terme « marron », venu de l'espagnol « cimarron » qui signifie animal domestique redevenu « fugitif et sauvage ». Mais en Guadeloupe, aux XVIII^e et XIX^e siècles, et jusqu'en 1848 date de l'abolition de l'esclavage, nous sommes bien loin de cette vision première.

1 – Le marronnage comme stratégie politique

En effet, à côté des attitudes de reconstruction socio-culturelles qui relèvent de stratégies de préservation ou d'adaptation, s'observe une dimension beaucoup plus agressive qui vise la détérioration ou la destruction des outils du système esclavagiste. Enfin une autre dimension vise la liberté, la rupture - momentanée ou définitive - avec l'espace de l'habitation : c'est la pratique du marronnage.

La principale caractéristique du marronnage est la volonté chez l'esclave de fuir l'habitation, de rompre avec ce lieu et toutes les contraintes qu'il détermine. C'est l'une des stratégies de résistance active la plus importante dans la communauté esclave de la Guadeloupe à la fin du XVIII^e et au XIX^e siècle.

Le marronnage prend différentes formes, répondant aux démarches de l'esclave, selon les circonstances. Les motivations du marronnage apparaissent variées, complexes, très nuancées dans les détails et même paradoxales. En effet, curieusement, les deux principales causes notables dans la démarche de marronnage sont diamétralement opposées : d'une part désir de couper totalement avec le système et de l'autre désir au contraire de s'y intégrer sans l'oppression du maître. Les deux extrêmes sont :

1) premièrement le marronnage de l'esclave africain « bossale », nouvellement arrivé, en rupture totale avec la société coloniale qui s'installe dans une communauté marronne et

2) deuxièmement celui de l'esclave « créole » ou « africain créolisé » qui marronne vers les villes et bourgs pour sa promotion sociale, en y exerçant clandestinement des petits métiers et en se faisant passer pour « libre ».

Entre les deux, il y a toute une variété de causes répertoriées par les planteurs. Crainte des châtiments, marronnage-grève ou désir de vengeance après une répression, protestation contre les brutalités et mauvais traitements des géreurs d'habitation, faim ou mauvaise nourriture, marronnage dû à la dépression, mais aussi au changement de propriétaire ou au changement de lieu de résidence après une vente, à l'absence du maître, au désir de visiter un être cher : parent, ami,

concubine. Ce sont ici autant de réponses immédiates de l'esclave à une violence subie dans son état d'esclave et dans sa relation avec le planteur, le gérant ou le commandeur.

Les départs se font donc vers les villes et bourgs, et également vers les îles voisines. Enfin ils sont orientés vers les communautés de marrons organisés en « bandes » de cinq à vingt individus ou en « camps » d'environ mille.

En Grande-Terre plusieurs communautés marronnes sont signalées au XIX^e siècle : dans les Grands-Fonds, à Portland et à la Pointe-des-Châteaux. Mais c'est principalement au nord de la chaîne montagneuse de la Basse-Terre, dans la région des Deux-Mamelles, que ces camps sont localisés. Là existe, d'après les témoignages, une « fédération » de camps autour du plus important, celui des Mondongs ou Kellers, dominé par un chef politique.

Ici la résistance se réfère à un concept politique et concerne toutes les actions, individuelles ou collectives, qui visent à affecter la distribution du pouvoir dans la société coloniale. Ce sont des formes de défense qui se déroulent le plus souvent dans l'agression, la violence, voire l'action militaire. Ces pratiques témoignent d'une prise de position délibérée contre le système ou contre le maître, principal représentant du pouvoir dans ce système. Dans un sens plus large, il peut s'agir d'activités destinées à créer la conscience d'un intérêt collectif. L'action collective est menée alors pour renverser le système ou tout au moins y introduire d'importants changements. Elle peut servir aussi à organiser la fuite, le départ de l'espace oppressif.

2 - Le camp des Mondongs ou Kellers : présentation

Ce camp apparaît comme le plus ancien et le plus important camp de marrons de la Guadeloupe pendant la période de l'esclavage. Les débuts de la communauté sont imprécis : « depuis l'introduction des Africains aux Antilles » selon P.F. Dubois, ou bien dans les premières décades du XVIII^e siècle selon des sources officielles citées par Yvan Debbasch. Sa constitution - ou son renforcement - serait lié au

nafrage d'un bateau négrier arrivant d'Afrique et échouant sur la côte sous-le -vent de l'île.

« Les Noirs – dit un rapport du directeur de l'intérieur en 1832 - gagnent les grands bois touffus, où ils forment un établissement connu sous le nom de camp des Kellers, établi semble-t-il à l'extrémité nord-ouest des montagnes de la Guadeloupe, vers le lieu dit des Deux-Mamelles ; leur camp est étendu et fortement retranché ; ils reconnaissent un conducteur qui sous le double titre de chef et de sorcier exerce un pouvoir despotique sur cette communauté marronne ».

Les membres du groupe, les Mondongs, originaires d'Afrique Centrale sont perçus, en raison de leurs dents limées en pointes, comme des anthropophages et de violents tueurs. Louis de Grandpré les mentionne dans son : « Voyage à la côte occidentale d'Afrique, fait dans les années 1786 et 1787 ... », publié en 1801. C'est probablement cette imputation sans fondement qui leur a valu l'appellation de « Kellers ».

La localisation du camp vers la source de la rivière la Lézarde, répond à des critères de sécurité, d'alimentation et de survie de la communauté : choix du terrain, son assiette, son environnement. Le site est très difficile d'accès : au sommet d'une montagne aux nombreuses aspérités où crêtes et falaises se succèdent, avec tout autour de nombreuses ravines, rivières et vallées, utilisées pour la culture et la pêche. Le chemin pour y arriver n'est connu que des habitants des lieux : à travers des sentiers étroits, tortueux, abrupts et glissants par endroits. Il faut parfois monter le long de lianes qui pendent au-dessus de précipices profonds qu'il est nécessaire de franchir. Tout est prévu pour se mettre à l'abri des attaques et avoir des vivres suffisants.

Caché par une végétation de fougères géantes, de lataniers et de lianes, le camp est fortifié. L'installation est entourée de palissades en bois, précédées de fossés. A l'intérieur se trouvent des « ajoupas » ou cases, faites de bois légers, recouvertes de larges feuilles et disposées symétriquement sur deux rangées pour former un village.

Dans le fond des vallées voisines se trouvent des jardins où sont cultivées des racines, patates, madères, ignames et des bananes. La

chasse, la pêche aux écrevisses et la cueillette complètent cette agriculture.

3 – Les structures et actions politiques

- La communauté est **structurée** politiquement et apparaît aux contemporains comme « une petite république indépendante » et une « nationalité ». La population regroupe des Noirs africains, créoles et aussi quelques Blancs vers 1820. L'héritage africain y est particulièrement vivace : polygamie, sorcellerie, pratiques mahométanes, dialecte africain. A la tête du groupe se trouve un chef appelé parfois « roi » ou « roi des rois », désigné démocratiquement, reconnu par l'ensemble du groupe et disposant d'un pouvoir très étendu. Son autorité repose sur certains critères : âge avancé, force physique et force d'âme, pratique de sorcellerie, bravoure et hardiesse, justice rigoureuse et résistance farouche à l'esclavage, Bref des qualités d'homme supérieur fait pour en commander d'autres.

C'est lui qui désigne les habitations ciblées pour les opérations de vol et autres expéditions. Certaines sources le présente comme un despote sanguinaire qui aurait droit de vie et de mort sur ses sujets. Ces chefs connus sont Mocachy vers 1818, Bonga vers 1836 et Martial vers 1840.

D'autres camps, sur le même modèle, sont signalés dans cette zone du nord « Guadeloupe », correspondant aux hauteurs de Pointe Noire, Sainte-Rose, Lamentin, Petit-Bourg, Goyave, Capesterre et Trois-Rivières. Il semble que ces camps auraient connu des structures fédérales autour de celui des Kellers. A plusieurs reprises on voit les chefs de camps de cette région agir en concertation. Xavier Tanc, ex-juge de paix à la Guadeloupe, écrit en 1832 : « Les nègres-marrons ont une sorte d'organisation. Les camps ont entre eux des correspondances ; des mots d'ordre sont donnés par les chefs » pour par exemple les vols et les incendies. Ils procèdent, à l'occasion de succession notamment, à des regroupements ou à des séparations. D'autre part, signale toujours Xavier Tanc, ils font des traités avec les habitants des environs : « Les habitants s'engagent à ne pas les dénoncer, et à ne pas aller les attaquer; de leur côté, les marrons

s'obligent à ne pas leur enlever leurs produits ou leurs bestiaux, et à leur ramener les nègres de l'habitation qui iraient les joindre ».

▪ **La dimension politique** des camps de marrons et en particulier de celui des Kellers, se remarque en Guadeloupe pendant la période révolutionnaire, entre 1794, date de la première abolition de l'esclavage et 1802, date de son rétablissement.

La Guadeloupe, alors terre de liberté pendant huit ans, attire beaucoup d'esclaves marrons des îles voisines : Dominique, Antigua, Martinique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, ou plus éloignées : Saint-Barthélemy, Barbade, Jamaïque, Trinidad et « Côte Ferme ». Nous retrouvons leur trace parmi les esclaves marrons de la Guadeloupe au XIX^e siècle. Il est certain que le rétablissement de l'esclavage en 1802 a provoqué une affluence des Noirs vers ces camps de marrons qui paradoxalement n'ont pas disparu pendant les huit années de liberté.

Ils vont jouer d'abord comme éléments attractifs, devant le travail forcé et autres exactions de Victor Hugues. De même les Noirs, ex-esclaves, largement militarisés sous Victor Hugues, vont alimenter ces communautés marronnes en armes et munitions, renforçant ainsi leur défenses contre les futures « courses aux marrons ».

En retour les camps vont prêter leur concours actif aux rebellions de 1802 contre le retour de l'esclavage, et en particulier à Palerme. Desfourneaux a eu comme tâche importante de lancer une grande expédition répressive contre des camps de Goyave et Petit-Bourg qui sont décrits à l'époque comme formant une « fédération » de plusieurs camps.

En 1802, dans son compte-rendu des opérations militaires en Guadeloupe, le général Gobert écrit au ministre, que « la révolution a considérablement augmenté le nombre des nègres marrons » et leur affluence vers les camps.

▪ **Les actions** de résistance des Kellers continuent au début du XIX^e siècle, mais de façon beaucoup plus souterraine, étant donné le contexte de violente répression qui suit les événements de 1802. Ils devront notamment affronter jusqu'en 1848 les sanguinaires chasses aux marrons.

Vers les années 1820, ils sont tenus responsables de la grande conspiration du poison, qui a duré près de quarante ans et a touché vingt-neuf habitants sucriers des quartiers de Goyave et Petit-Bourg.

en leur fournissant les poisons. Ils sont reconnus en effet particulièrement habiles dans la préparation de drogues vénéneuses à base de végétaux tels que le mancenillier, le brinvillier, le laurier rose et le jus de manioc.

- Notons enfin que ces marrons vers la fin de l'esclavage, font des **échanges**, avec les habitations voisines, de produits et services. Ils proposent « du charbon, des poissons, des agoutis et des gommés, écrit le magistrat Tanc, et reçoivent des instruments, du tafia, du tabac, de la farine de manioc et des salaisons... Ils apprennent aussi, souvent par cette voie, quand, comment et par où les patrouilles doivent les attaquer ».

On voit également les marrons participer au travail clandestin surtout après 1830, quand l'apport des esclaves de traite diminue. Ils offrent leur service aux propriétaires d'habitations, aux libres de couleur et même aux esclaves pour la culture de leur jardin.

Conclusion

Le camp des Kellers a fonctionné comme foyer de résistance active, mais aussi comme espace de créolisation. La résistance doit donc être pensée en termes de « processus » et de stratégies transversales, où idées, actions et réactions attestent de la continuité des attitudes vers le mieux être.

Ainsi le marronnage s'impose dans la société coloniale comme soupape de sûreté, parallèle et nécessaire au fonctionnement du système. Les camps de marrons, et en particulier celui des Kellers, ont constitué une des forces internes qui a accompagné l'esclavage dès ses débuts, et qui a contribué peu à peu à ronger le système, à provoquer des anomalies, des failles et déséquilibres qui ont leur part dans l'abolition de l'esclavage de 1848. Tous ces hommes et toutes ces femmes anonymes ont donc leur place dans la commémoration d'aujourd'hui.

Josette FALLOPE

6 février 2014

2^e Journées du GSHOM, Guadeloupe, 3-8 févr. 2014